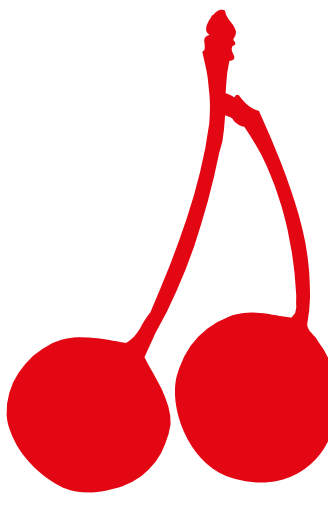




cerises la coopérative

Humeur...

Le nouvel hôtel de police, bioclimatique, à Amiens nord, a ouvert au début de l'année. Les syndicalistes policiers expliquent que les locaux ne sont pas climatisés et ne possèdent pas de fontaines à eau. De son côté, la préfecture assure avoir mis en place plusieurs mesures : aménagement des horaires pour limiter l'exposition aux heures les plus chaudes, déploiement de ventilateurs dans les bureaux, mise à disposition d'une salle de détente climatisée accessible librement à tous les agents... On ne vous parle pas des cellules, neuves elles aussi !

Ça peut servir !

Une [émission](#) à écouter sur les salariés de Décathlon qui demandent des comptes aux actionnaires.

Comment les grandes entreprises européennes alimentent-elles les inégalités ? [Nouveau rapport Oxfam](#)

Avec une vingtaine d'organisations, ATD-quart monde lance [un plaidoyer](#) pour le droit au logement et son droit opposable, le [DALO](#).

Agenda militant

[Assises Sciences et Société sur le Travail et l'Innovation \(ASSTI\)](#) - 7 et 8 octobre 2026 au Conservatoire national des arts métiers (Site Saint-Martin) [Inscription](#)

19 septembre 2026 Bordeaux déambulation artistique et patrimoniale

[Appel à participation](#) – lecture collective journées du patrimoine africain « Derrière les murs, partager la condition des femmes et des hommes »

Avec le Syndicat de la presse pas pareille (sppp) : mardi 22/09/26 (Paris). **L'onde de coop.** 11h-12h30 ([ATELIER](#)) Les médias indépendants face aux milliardaires, Avec Coop-Médias

Jeudi 24 & vendredi 25/09/2026 (Nantes). [FIL - Festival de l'information locale](#) (8^e édition)

[Semaine de l'Utilisation du Temps](#) 2026 (19-21 octobre, Barcelone) !

Été 2026, stop ou encore ?

119000 hectares de forêts détruits par le feu nourri par la canicule, le dérèglement climatique et les politiques écocidaires des multinationales et du gouvernement. Des populations évacuées, des maisons détruites, des animaux brûlés, un désastre.

L'inaction climatique provoque inquiétude et colère, et la conscience des enjeux climatiques s'aiguise dans les consciences collectives.

Face à un État défaillant, des moyens insuffisants, des hommes et des femmes ont pris seuls ou à plusieurs la décision d'agir et de prêter main forte aux sapeurs-pompiers : des paysans s'organisent avec des tracteurs et des citernes, des restaurateurs font les repas des pompiers, des ouvriers des travaux publics créent des pare feux, des citoyen.nes accueillent les personnes déplacées etc.

Une forme d'auto-organisation pour remplacer l'État défaillant.

Un État défaillant qui fait des choix. « C'est une lutte des classes » dit un habitant du Porge interrogé par une journaliste d'une chaîne d'info en continu, considérant que les maisons du Cap Ferret ont été mieux protégées que celles du Porge. Ce que reconnaît un officiel sous couvert d'anonymat « choisir c'est renoncer » (Médiapart du 27août).

En d'autres termes, le collectif « *Les enfants du pays* » regroupant des habitants et acteurs de terrain locaux en Gironde revendique l'expérience et le diagnostic des habitants et des professionnels de terrain pour exiger une meilleure gestion des forêts de la part des autorités.

Les pompiers font aussi entendre leur voix. Dans l'unité syndicale ils revendiquent des moyens supplémentaires en matériel et un recrutement conséquent. Ils seront dans l'action le 26 septembre.

Alors stop ou encore ?

Selon Oxfam, les émissions de cinq des plus grandes entreprises pétrolières et gazières dont Total Énergies ont provoqué près d'une vague de chaleur sur quatre entre 2000 et 2023. Total Energie a réalisé 11,2 Milliards de bénéfices depuis le début de l'année 2026. Ce chiffre devrait atteindre 24 Milliards pour l'ensemble de l'année soit 77 % par rapport à l'année 2025.

D'un autre côté 211 Milliards d'argent public sont attribués aux entreprises sans contrepartie.

De la gestion des forêts, à la définition des moyens de la sécurité civile, qui sont les plus compétents ? L'État défaillant ou les acteurs du terrain ?

Ces formes d'auto-organisation ne valent-elles qu'en cas de crise ? Ou ne peuvent-elles constituer un socle pour (re)faire société ?

Quant à la répartition des recettes de l'État, c'est-à-dire l'argent de nos impôts, qui doit décider ?

Fermer le robinet des réductions d'impôts et des subventions aux entreprises qui versent les bénéfices à leurs actionnaires et qui ne bifurquent pas (Total a décidé de produire plus de pétrole...), utiliser cet argent à renforcer les moyens de la sécurité civile, à concevoir des plans de bifurcation écologique. **Inscrire ces choix dans un contre-budget populaire** : une nouvelle voie à construire ?

● Sylvie Larue

Avec le Parti des Cafards, la jeunesse indienne (re)trouve le courage de défier le pouvoir

Arrivé en Inde en 2019, j'avais trouvé les rues remplies d'immenses manifestations étudiantes. A l'époque, une partie de la société indienne se dressait contre une loi islamophobe portée par le Premier ministre Narendra Modi, tout juste réélu. L'incarcération arbitraire des meneurs, puis les confinements brutaux avaient étouffé la révolte. Une sorte de défaitisme avait gagné les cœurs.

C'est depuis son ordinateur aux Etats-Unis qu'un étudiant indien a fini par faire sauter le couvercle en mai dernier. En réponse à un juge qui compare la jeunesse à une vermine, il lance le Parti des Cafards. Une satire, qui rencontre un immense écho alors que beaucoup d'étudiants sont chauffés à blanc par l'énorme annulation d'un concours suite à des fuites de sujet.

En quelques semaines, le Parti des Cafards compte plus d'abonnés que celui de Narendra Modi. Il se dote d'un programme en cinq points pour combattre la corruption, le copinage politico-judiciaire, l'achat de députés. En juin, les cafards occupent une place symbolique de la capitale New Delhi puis de Bombay ou de Bangalore. En juillet, ils marchent vers le Parlement pour exiger la démission du ministre de l'éducation.

Les étudiants ont fini par obtenir sa tête - une victoire symbolique tant Narendra Modi refuse systématiquement de rendre des comptes. Ils ont depuis, suspendu leurs manifestations, avec la promesse du gouvernement de ne pas les poursuivre et de réformer l'éducation. Les "cafards" menacent cependant de reprendre s'ils n'obtiennent pas satisfaction. Ce qu'ils ont déjà obtenu, c'est de faire changer la peur de camp, comme l'explique Nilanjan Mukhopadhyay, biographe de Narendra Modi, «Le seuil de la peur a été franchi. Les gens n'ont plus peur de sortir et de manifester».

● Côme Bastin

Journaliste correspondant Asie du Sud

Échec aux data centers au Kentucky

Les centres de données (ou Data Centers) sont devenus le symbole de la contestation de l'IA. Les États-Unis comptaient 5 427 centres de données à la fin de l'année dernière. Ces centres sont souvent de grands entrepôts et beaucoup sont développés dans le plus grand secret. Ils abritent généralement des rangées d'ordinateurs (serveurs), qui génèrent beaucoup de chaleur ce qui nécessite des systèmes de refroidissement et d'importantes quantités d'eau pour éviter la surchauffe des ordinateurs. Les principales critiques portent sur la consommation d'eau et d'énergie, ainsi que sur les effets sur l'environnement. **D'après un récent sondage de Heatmap, 75 % des Américain-es s'opposent à l'implantation de centres de données à proximité de leur domicile.**

Des nombreuses mobilisations contestent l'implantation de centre de données. En août dernier, le Kentucky a connu de nombreuses manifestations contre les centres de données. Le 10 juillet presque toute la ville de Burgin (979 habitant-es) est venue à la réunion du conseil municipal pour contester un projet de centre de données qui pourrait être construit sur 10 terres agricoles. « Ils s'accaparent nos ressources » ont alors dénoncé les habitants qui exigeaient des réponses des dirigeants de la ville sur ce qu'ils décrivaient comme un manque de transparence. À présent, **au moins 30 comtés du Kentucky ont adopté des ordonnances ou des moratoires sur la construction de nouveaux centres de données.** Selon Data watch center qui recense l'opposition citoyenne au développement des centres de données à travers les États-Unis « le premier trimestre 2026 a enregistré le nombre le plus élevé de projets de centres de données bloqués ou retardés jamais observée, avec au moins 75 projets d'une valeur d'environ 130 milliards de dollars perturbés par des oppositions locales. ... et le nombre de groupes d'opposition actifs à ces centres a plus que doublé pour atteindre 833 dans 49 États. »



© Cerises la coopérative

● Patrick Le Tréhondat



Colombie. Venezuela : l'auto-organisations en actes

Une délégation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, dont trois militantes de l'Union syndicale Solidaires, s'est rendue au Venezuela fin juillet. Cela faisait suite aux contacts déjà entretenus avec les camarades du Comité national de conflit (CNCTL) des travailleurs ses en lutte qui fédère 200 collectifs syndicaux du pays. Ceci s'est passé quelques semaines après le tremblement de terre qui a touché une partie de ce territoire. La délégation se rendait ensuite en Colombie, là aussi pour rencontrer plusieurs syndicats en lien avec le

Réseau ; cette fois, au moment du séisme, en août.

Outre un minimum de soutien financier, nos camarades ont pu se rendre compte à quel point, dans les deux cas, ce sont les travailleurs et les travailleuses qui sont venues et continuent de venir au secours des travailleurs et des travailleuses. **Les syndicats jouent un rôle déterminant. Organisations de notre classe sociale, ils prennent en charge l'aide à notre classe sociale ! Ils ne se contentent pas de « déplorer les carences de l'État » !**

Les plus pauvres, parce qu'ils et elles sont dans des zones « à risque » plus que celles et ceux qui peuvent choisir d'aller vivre ailleurs sont plus victimes de ces catastrophes dites « naturelles ». Aussi, parce que leur habitat est bien souvent plus précaire, moins solide, ... Courts extraits des témoignages de nos camarades sur place :

Au Venezuela : « Le premier jour, nos camarades nous ont accompagné-es à La Guaira, épicentre du sinistre, où le paysage évoque celui d'un territoire bombardé avec un déploiement militaire de contrôle et pression sur la population. Le gouvernement a mis 72 heures avant d'intervenir ! Le sauvetage et la prise en charge des survivant-es ont été effectués exclusivement grâce à la mobilisation et la solidarité populaires. Les syndicats ont joué et jouent encore un rôle crucial dans la collecte de médicaments, des habits, des aliments pour les sinistré-es. Parmi ces organisations syndicales, celle de l'école des infirmières, membre du CNCTL est la pierre angulaire de cette solidarité et auto-organisation vitales de la population. »

En Colombie : « Le séisme a eu pour épicentre San José del Palmar, dans le département du Chocó, un territoire historiquement délaissé par l'État, où l'état des routes, les moyens de communication, l'accès aux soins médicaux et à l'eau potable, ainsi que la précarité des constructions, constituent depuis longtemps des problèmes majeurs pour la population. À Cali, la mairie a décrété un couvre-feu et ordonné la militarisation de différents points de la ville. À Pereira, un couvre-feu a également été décrété. Ce qui préoccupe le gouvernement national et les gouvernements locaux, c'est la défense de la propriété privée des grands commerçants et des entrepreneurs. »

Ce que nous disent les camarades du Venezuela et de Colombie, c'est ce que nous ont aussi expliqué les syndicalistes en Palestine ou en Ukraine : **l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses par l'outil syndical, c'est aussi une question de survie !**

● **Christian Mahieux**

Voir les reportages et interviews sur place : www.laboursolidarity.org ou facebook.com/InternationalLabourSolidarity ou instagram.com/ilabournss/



(IN)ACTION CLIMATIQUE

Canicule : l'Etat et les multinationales nous étouffent

Saison après saison nous subissons, toujours plus fragiles, les affres des catastrophes naturelles... qui ont des causes humaines bien identifiées.

Année après année, nous assistons, au sein de sociétés et territoires toujours plus vulnérables, au tragique défaut de préparation et d'anticipation... qui a des responsables bien identifiés.

Devant l'absence manifeste de toute volonté politique de changement de cap radical, n'est-il pas grand temps que nos souffrances et colères se traduisent par des mobilisations nous rendant maîtres de notre destin pour donner une chance à un futur viable, accueillant et amène ?



© freepik.com

FUTUR IMMÉDIAT : DE L'INACTION AUX MOBILISATIONS CLIMATIQUES

La “normalité catastrophique” à laquelle nous sommes confrontés est annoncée depuis longtemps. Le dérèglement climatique et ses conséquences (canicules, sécheresses, incendies, extinction de la biodiversité, tempêtes, précipitations diluviennes, inondations...) ne sont pas des calamités, mais des phénomènes connus, étudiés, documentés et en rien inéluctables.

Les Etats, leurs choix économiques, dénis idéologiques et décisions politiques, sont les véritables responsables de l'accumulation des retards climatiques. Ils sont devenus les garants des logiques néolibérales, productivistes et extractives, et les complices serviles des multinationales et les ultrariches, ce 1% de prédateurs accumulant 50% de la richesse mondiale et cumulant plus de 50% de l'empreinte écologique planétaire !

Nous sauver et sauver le futur nous obligent à des mobilisations populaires, citoyennes, associatives, syndicales et politiques à un niveau permettant de mettre en œuvre tous les changements de cap devenus vitaux.

Benoit Martin alerte sur les relativismes et scepticismes qui guettent, souligne la violence faite aux populations et l'impératif d'une planification écologique impliquant un Etat stratège et des services publics renforcés face à un dérèglement durable. A travers l'exemple de l'école, Laurie Fontaine met l'enjeu écologique au cœur d'un syndicalisme de transformation sociale et en fait un prisme global pour décliner ses actions (équipements sportifs, bâtiments, alimentation, contenus pédagogique et actions scolaires).

Christian Mahieux dénonce la responsabilité globale du patronat dans le réchauffement climatique, et souligne leurs obligations à assurer la qualité et la sécurité des lieux de travail, et l'adaptation des horaires, rythmes et conditions de travail

pour le bien-être et la santé des salariés. **Patrick Le Tréhondat** relate l'expérience des enseignants de Chicago, se mobilisant avec l'aide des associations écologistes et communautaires de la ville autour des objectifs articulant la lutte contre la crise climatique et le racisme environnemental pour améliorer les bâtiments scolaires et offrir des emplois verts aux habitants.

François Longerinas et Sonia Pignot dénoncent l'écart entre la réalité du désastre et les politiques qui tendent à marginaliser les projets alternatifs.

Michel et Monique Sanicaud dénoncent, à partir de l'exemple du Sud-Ouest, les dangers des injonctions contradictoires qui sous l'alibi de décarbonation déstructurent forêts, biodiversité, zones humides et cycle de l'eau au bénéfice de monocultures forestières et des profits de l'industrie du bois et de la biomasse.

Corinne Luxembourg articule l'ampleur des catastrophes climatiques, des violences subies par les populations les plus fragiles et de l'invisibilisation des solidarités, et l'emprise du solutionnisme technocratique, des logiques marchandes et du négationnisme climatique réactionnaire. **Patrice Leclerc** relie les limites planétaires, la rébellion du vivant face aux logiques humaines mortifères, et l'exacerbation des injustices climatiques, pour mettre en exergue les pistes des alternatives décroissantes et communalistes. **Makan Rafatdjou** met en lumière l'enjeu déterminant des bio-régions, comme une refondation territoriale facteur d'une intelligence collective et d'un agir en commun écologiques, vecteur de mutations sociétales indispensables, et levier de transformations anticapitalistes.

● L'équipe de rédaction

CANICULE

L'ÉTAT ET LES MULTINATIONALES NOUS ÉTOUFFENT !

Les effets du dérèglement climatique sont bien réels. Ils sont multiples, de plus en plus fréquents et intenses. Les vagues de chaleurs sont davantage étendues dans le temps, dès le printemps jusqu'à l'automne. Les canicules, les sécheresses, les rayons ultraviolets, les incendies de forêt, les torrents dévastateurs, les crues rapides, les tempêtes, les tornades, les éboulements et autres glissements de terrains, les maladies à transmission vectorielle ne sont pas des phénomènes nouveaux ; mais, plus fréquents et plus amples, ils frappent largement l'Hexagone et l'Europe.

Si une certaine confusion, un relativisme, un scepticisme et même un déni, sont entretenus par une partie de la classe politique, par certains médias, notamment d'extrême droite, et largement diffusés sur les réseaux sociaux, **la réalité du dérèglement climatique marque les esprits par les images spectaculaires de phénomènes extrêmes, saturant les canaux de communication.**

Les processus violents atteignent de plus en plus la population dans sa chair et dans sa vie quotidienne : morts en raison de la chaleur dans les lieux de vie et sur des lieux de travail, évacuation de populations, dégâts importants sur le bâti. Même si une information chasse l'autre, même si l'amnésie peut aider à surmonter l'anxiété, le déni climatique ne tient plus. Les preuves du changement climatique sont par exemple les centrales nucléaires à l'arrêt, les pénuries d'eau potable, les mégafeux, la fatigue généralisée après les vagues de chaleur.

La résilience est une notion à manipuler avec précaution : si elle aide à remonter la pente, elle n'est pas la prophétie autoréalisatrice d'un retour à la normale. Le climat est dérégulé, il l'est pour longtemps. La société est en crise ; en sortir exige de la volonté politique. **L'adaptation au dérèglement n'est pas une résignation, c'est une construction collective visant de nouveaux équilibres.** Les politiques d'atténuation qui permettront de contenir l'emballement climatique ne seront pas initiées par le marché capitaliste mondialisé ; **elles ne peuvent venir que de la mobilisation sociale et citoyenne.**

« le déni climatique ne tient plus »



© Sébastien Bergerat/Al

Les responsables politiques savent. Les scientifiques, les organisations internationales, les capitaines d'industrie, les compagnies d'assurance, les autorités sanitaires, les journalistes, les syndicalistes, les ONG, savent... Tout le monde est au courant du défi écologique. Personne ne saurait se défilier. Mais en fait si, car l'État a nié le travail de la convention citoyenne sur le climat. Et les gouvernements néolibéraux successifs se sont évertués à faciliter la vie du capitalisme fossile, agrochimique, numérique, nucléaire et militariste. Lois régressives et mesures répressives se sont succédé.

L'État devra jouer un rôle dans la planification écologique, dans la prévention des risques. Il faudra un État stratège qui s'appuie sur des services publics renforcés. Mais cela requiert quelques conditions. Les compétences entre les administrations centrales et les collectivités territoriales gagneraient à être redéfinies et mieux articulées. **A tous les niveaux, du local au national, et jusque dans les coopérations internationales, les questions de la mobilisation sociale et de l'intervention citoyenne seront déterminantes.** J'imagine que la transition écologique résultera d'une revitalisation démocratique dans laquelle une coalition écologique et sociale jouera le rôle de force propulsive.

Sinon, rien ne changera. Ou plutôt, l'adaptation aux fléaux environnementaux sera inégalitaire et violente, tandis que l'absence de politique d'atténuation augmentera les risques vitaux.

● Benoît Martin, militant CGT

ÉCOLOGIE

UNE EXPÉRIENCE AU CŒUR DE L'ACTION SYNDICALE



© Cerises la coopérative

Été 2026, on ne va pas perdre de temps sur le constat : après une deuxième quinzaine de juin où élèves et enseignant-es ont vécu des cours à plus de 40 degrés pendant plusieurs jours, aucun personnel de l'Éducation nationale ne peut encore aujourd'hui considérer que l'écologie n'est pas un sujet majeur.

Le Snep-FSU (syndicat majoritaire des enseignant-es d'EPS) est un syndicat de transformation sociale, pas d'accompagnement. Concrètement, en matière d'écologie, cela veut déjà dire, pour les équipes éducatives sur le terrain, refuser tout ce qui a à voir avec du greenwashing, pratique phare de l'État en matière d'écologie – à laquelle l'école, en tant que structure, n'échappe pas puisqu'elle s'ancre dans une culture bourgeoise où il n'est pas souvent question de bousculer l'ordre établi. Par exemple, ne plus participer aux opérations ramassage de déchets auxquelles on inscrit encore parfois des élèves (de surcroît souvent issu-es des quartiers populaires) et par le biais desquelles **on continue de leur faire croire que recycler est la solution alors que c'est un mythe qui masque la réalité de la crise environnementale et perpétue le modèle de la surconsommation.**

Au Snep 35, nous avons décidé il y a trois ans de créer un groupe écologie, avec des temps de travail dédiés trois fois dans l'année, pour réfléchir collectivement sur ces questions à travers différentes thématiques : les équipements sportifs (à travers le « gymnascore », outil créé par le Snep Bretagne pour faire un état des lieux des équipements et faire prendre conscience de la nécessité d'engager des transitions écologiques massives pour réduire l'empreinte carbone de ces infrastructures), le bâti scolaire et l'alimentation dans les établissements (en lien avec des organismes comme Agrobio

35), les contenus de l'éducation à l'environnement, le choix des activités proposées aux élèves lors de séjours sportifs. Sur ce dernier point, nous avons proposé à nos collègues des stages syndicaux de quatre jours sur la thématique de l'itinérance, de l'autonomie et de l'approche sensible de l'environnement avec comme objectif de pouvoir réaliser ce genre de projets avec nos élèves. A la suite de ces stages, trois établissements ont mis en place un séjour à faible coût écologique et économique : une itinérance vélo, kayak et randonnée le long de la Vilaine entre Pont-Réan et Guipry-Messac, au départ de Rennes en bus avec un retour en train, en mangeant des repas végétariens préparés par les élèves, en dormant en camping avec du matériel prêté par l'UNSS 35 et l'Aroeven et en favorisant au maximum le prêt entre élèves pour que personne ne soit obligé-e d'acheter quoi que ce soit.

Au-delà du Snep, il nous a semblé important de nous inscrire dans une dynamique plus large et nous avons intégré l'intersyndicale écologie 35 constituée principalement de la FSU, de Solidaires, de la CNT et de la Confédération paysanne. On tâtonne mais on a envie de faire des liens entre nos syndicats : en juin 2025, on a créé un petit festival sur le site de la ferme en cavale à Vezin-le-Coquet. Une soirée conférence gesticulée sur le thème de l'écologie et de la lutte des classes et une journée tables rondes sur la sécurité sociale de l'alimentation et la place de l'élevage dans les systèmes agricoles. Des personnels de l'Éducation nationale et des paysan-nés réunies : on cherche à faire des ponts et puis tout simplement déjà à se rencontrer. **En ayant en tête que la mise en lien des luttes locales sera peut-être le terreau des transformations radicales de demain.**

● Laurie Fontaine, Snep-FSU 35

QUAND IL FAUT FAIRE MONTER LA TEMPÉRATURE POUR QU'ELLE BAISSE UN PEU...

« Ce n'est pas la faute des patrons s'il fait chaud ». Voilà qui peut amener à tempérer ... les revendications. Bien sûr, il faut dire et redire que « si, si, c'est quand même pas mal la faute des patrons ». Pas forcément un tel ou unetelle, mais leur classe sociale, celle des capitalistes et de leurs serviteurs qui, par des choix politiques délibérés depuis des années, pour engranger toujours plus de profits financiers, ont créé le dérèglement climatique.

Mais ça ne suffit pas comme réponse aux collègues de l'atelier, du bureau, du chantier, du service... Les patrons sont responsables de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail. Qui plus est, des mesures spécifiques sont prévues par la loi en cas de forte chaleur.

Ca ne se fait pas « naturellement ». On a pu le constater tout l'été.

« Droit d'alerte pour danger grave et imminent, suppression de séances de travail supplémentaires programmées, mise en place de ventilation ou climatisation, dotation d'eau, aménagement d'horaires, pauses supplémentaires », Olivier Brockly, délégué SUD Industrie à l'usine Stellantis de Trémery (Moselle) nous donne quelques exemples des interventions syndicales qui ont émaillé ces semaines estivales. « **Les mises en demeure de l'inspection du travail ne suffisaient pas. Nous avons appelé à la grève, listé nos exigences en les précisant, service par service, équipe par équipe, jour par jour. Et nous avons obtenu satisfaction** ».

L'action directe collective des salarié.es, c'est la solution appliquée à Stellantis mais aussi dans bien d'autres usines, d'autres entreprises, par SUD Industrie, par d'autres syndicats Solidaires, par bien des équipes d'autres organisations syndicales ! Encore une fois, c'est plus efficace que le recours à l'Etat : le décret du 27 mai 2025 prétend s'attaquer au problème de la chaleur sur les lieux de travail, mais il ne fixe aucune obligation à l'employeur pour combattre réellement celle-ci, juste des pistes pour « mieux » la gérer ! S'attaquer aux passoires thermiques que sont nombre de sites serait plus efficace ! Prendre des mesures fortes en termes de temps de travail, sans diminution de salaire, aussi !

● Christian Mahieux



« c'est plus efficace que le recours à l'Etat »

LES ENSEIGNANT-ES DE CHICAGO LUTTENT POUR DES ÉCOLES VERTES

Le syndicat des enseignant-es de Chicago a obtenu en décembre dernier un accord qui, pour la première fois, prend en compte les revendications en matière de justice climatique et environnementale.

L'accord prévoit également d'importantes augmentations de salaire et une réduction de la taille des classes. La victoire est le fruit d'une collaboration entre enseignant-es et militant-es écologistes visant à traiter les problèmes écologiques urgents auxquels les enseignant-es et les élèves sont confronté-es. Les bâtiments scolaires publics de Chicago ont en moyenne 82 ans. Nombre d'entre eux se situent dans des quartiers majoritairement noirs et hispaniques, sous-financés et pollués. La peinture au plomb, l'amiante et les moisissures y sont très répandues et des systèmes de chauffage et de climatisation défectueux rendent l'apprentissage difficile. Ces bâtiments scolaires contribuent également au rejet d'émissions de combustibles fossiles dans des environnements déjà pollués. « Notre syndicat s'est donc associé à des groupes locaux écologistes et à des associations communautaires pour lancer une campagne à l'échelle de la ville en faveur d'écoles vertes. Nous avons exigé l'élimination de substances toxiques comme l'amiante, la réduction de la pollution climatique, notamment par l'installation de panneaux solaires » explique le syndicat.

Suite à cette victoire, une campagne « Des écoles vertes pour Chicago ; lutter contre la crise climatique et le racisme environnemental, améliorer nos bâtiments scolaires ; offrir des emplois verts à nos communautés » a été lancée par le syndicat des enseignants de Chicago (CTU) qui compte 25 000 membres. Le syndicat United Teachers Los Angeles (UTLA) est à la pointe de la lutte pour la justice climatique dans les écoles. Julie Van Winkle, enseignante et vice-présidente de l'UTLA AFT, explique que le syndicat a progressivement introduit des revendications climatiques au milieu des années 2010 en misant sur la « négociation pour le bien commun ». Cette stratégie vise à créer des coalitions entre travailleur-euses, élèves, parents et membres de la communauté afin de promouvoir des changements sociaux et écologiques. **En 2023, l'UTLA a signé un protocole avec un district scolaire de Los Angeles, intitulé « Écoles publiques vertes ».** Cette initiative prévoit la création, l'agrandissement et l'entretien d'espaces, de programmes et d'espaces verts ; l'installation de stations de filtration d'eau et l'élimination du plomb ; l'augmentation du nombre de bus électriques dans la flotte du district scolaire ; l'installation de panneaux solaires sur les sites scolaires. Malgré ces avancées,



le syndicat a découvert que des générateurs à combustibles fossiles étaient utilisés pour recharger les bus électriques – un problème que le syndicat s'efforce de résoudre.

Le syndicat des enseignant-es de Boston (BTU), lui, milite également pour la justice climatique mais s'est concentré sur l'intégration de la justice climatique dans les programmes scolaires. **La BTU a récemment obtenu un accord de principe sur une proposition qui sera incluse dans le nouveau contrat et qui créerait une équipe paritaire direction-syndicats chargée d'intégrer la justice climatique, l'éducation climatique et les sciences du climat dans le programme scolaire de Boston (de la maternelle à la terminale).**

● Patrick Le Tréhondat



ÉCOLOGIE ÉTOUFFÉE, PLANÈTE INCENDIÉE L'HEURE DE LA RIPOSTE POLITIQUE DOIT SONNER

La crise climatique s'intensifie, les records de température s'enchaînent, les mégafeux ravagent les continents et pourtant, le débat politique semble plus hermétique que jamais aux réponses écologistes. Alors que l'urgence imposerait un changement de cap radical, les mouvements écologistes — et tout particulièrement Les Écologistes-EELV — se heurtent à une forme d'inaudibilité chronique.

Comment expliquer ce décalage saisissant entre la réalité du désastre et la marginalisation du discours qui entend y faire face ?

Pourtant, l'histoire ne date pas d'hier. Cela fait plus de cinquante ans que les premières alertes ont été lancées. C'est dans cette effervescence que l'écologie politique a forgé ses armes, portée par les luttes mythiques du Larzac ou des Lip — prouvant dès l'origine la puissance d'une alliance entre ouvriers et paysans.

Anatomie d'un étouffement politique

Cette inaudibilité n'est pas un accident : c'est le produit d'une stratégie d'asphyxie mise en œuvre par le pouvoir et par les intérêts financiers. Dénigrer, caricaturer, prendre en étau. Une mécanique bien huilée.

Le piège de l'« écologie punitive » : tout discours appelant à la sobriété ou à la régulation industrielle est immédiatement requalifié par ses adversaires en une attaque contre les classes populaires ou la liberté individuelle. L'écologie est présentée comme un fardeau, jamais comme un projet d'émancipation.

Ils regardent le doigt plutôt que la lune... Dans le paysage médiatique contemporain, l'action militante est souvent réduite à son mode opératoire (blocages, actions d'éclat) au détriment du message scientifique qu'elle porte. Le débat glisse systématiquement du pourquoi au comment, neutralisant la portée politique du diagnostic. La forme est décriée au détriment du fond et fait paravent au discours.

Pour Les Écologistes, l'exercice est périlleux. Enfermés entre l'exigence d'une rupture systémique et les contraintes du jeu institutionnel pour être « crédibles », ils peinent à faire entendre un récit désirable, radical et rassembleur. À force d'hésiter entre la radicalité du terrain et le compromis institutionnel, le récit s'effiloche et l'élan populaire s'éteint.

De l'inaudibilité à l'inaction politique

Cette incapacité à imposer l'agenda a des conséquences dramatiques sur l'action publique. En reléguant l'écologie politique aux marges, elle permet aux gouvernements successifs



© Sébastien Bergerat/Al

de multiplier les renoncements sous couvert de « réalisme » : petits pas sans impact, chèques d'urgence et mirages technologiques, réintroduction de pesticide sous couvert de crise agricole.

L'inaudibilité entretient ainsi l'illusion qu'il serait possible de négocier avec le climat sans transformer radicalement nos structures économiques et sociales. Elle plonge une partie des citoyens dans la résignation, le sentiment d'impuissance et l'éco-anxiété.

Le cadre actuel est verrouillé ? Faisons-le sauter.

Il ne s'agit plus de documenter le désastre ni d'interpeller poliment les décideurs. **Il faut ré-ancrer la lutte écologique là où elle est la plus forte : au cœur du quotidien.** Canicules à répétition, coupures électriques, villages ravagés par les flammes : la crise climatique percute déjà nos vies. Et ce sont toujours les plus précaires qui prennent la vague de plein fouet : ceux qui étouffent dans des passoires thermiques, ceux qui s'épuisent sur les chantiers sous 40 °C, ceux qui perdent tout lors des évacuations.

L'écologie politique doit se réapproprier d'urgence le terrain de la justice sociale.

Cela passe impérativement par une action concrète dans et avec les quartiers populaires. Premiers impacté-e-s par les pollutions et la précarité énergétique, leurs habitant-e-s sont déjà mobilisé-e-s, bien plus qu'on ne veut nous le faire croire.

Aujourd'hui, le constat est sans appel : pour préserver ses privilèges, le néolibéralisme s'allie sans complexe avec l'extrême droite, tandis que le social-libéralisme s'obstine à vouloir concilier capitalisme et sauvegarde de la planète. Quarante ans de ces politiques d'illusion ont prouvé leur échec total face à la destruction du vivant.

Face au cynisme ambiant, nous n'avons plus le temps pour les compromis. Pour être enfin audibles, nous devons porter une alternative d'émancipation : désirable, populaire et offensive.

● **François Longerinas, Sonia Pignot, militant.e.s écologistes des Verts populaires (Seine-Saint-Denis)**

DÉCARBONNER POUR VERDIR LE TRANSPORT AÉRIEN ? OU PROTÉGER NOS FORÊTS ?

Des forêts brûlent un peu partout en France, et même en Île de France ! Ces feux détruisent la biodiversité végétale et animale, mais ils maltraitent aussi les sols. La vie ne pourra se développer sous les cendres qui étouffent les sols et dans lesquelles couve - peut-être - le feu de demain.

« Imprévisible ! » tentent de nous convaincre les médias aux ordres et les politiques au service du capitalisme. Auraient-ils oublié l'avertissement des incendies précédents, non négligeables ? Vont-ils oublier aussi la catastrophe de maintenant ? Et pourtant le GIEC, les chercheurs et les scientifiques, nous

leront les nuages qui nous apportent la pluie. Eau que l'arbre rendra à la terre. Les spéléologues racontent qu'une racine qui perce la voûte d'une cavité laisse perler des gouttes d'eau. Cette eau, filtrée par les sols, alimente les ressources souterraines de qualité qui seront les aquifères de demain, si nul ne les altère, ou ne coupe en masse les arbres qui en sont le vecteur. Pauvre Amazonie, vouée à devenir sertao !

Cette Nature, complexe et protectrice de nos vies d'Hommes, est menacée par de pseudo-scientifiques qui prônent la « décarbonation », soi-disant pour nous protéger - et en vérité, pour engranger

Or pour décarboner vraiment la planète, il est impératif de reforester avec des feuillus, en mélangeant les essences pour que la forêt puisse résister au feu et reconstitue son biotope, végétal et animal - ce qui sera très long.

Ici, dans les Hautes Pyrénées, nous avons, par la volonté citoyenne, chassé la multinationale Florian, qui voulait faire main basse sur nos forêts de hêtres. Mais maintenant, nous avons affaire à plus forte partie : une start-up biberonnée à millions par l'Europe, la Banque française d'Investissement et quelques autres, dont un fond de pen-



FESTIVAL DE LA FORÊT
& DU MONDE HABITABLE

26 & 27
SEPTEMBRE 2026

NESTIER (65)

PROGRAMME DÉTAILLÉ ET RENSEIGNEMENTS SUR:
WWW.TOUCHEPASAMAFORÊT.ORG

CONFÉRENCES
EXPOSITIONS
ATELIERS
MARCHÉ BIO
SPECTACLES
CONCERTS
...

avaient prévenus que le dérèglement climatique allait croissant. Comment font-ils, ces politiques sourds et aveugles, pour ne pas comprendre qu'une banquise qui fond passe de l'état « réserve d'eau douce » vers une augmentation de l'eau salée ? Ne savent-ils pas que l'eau douce de la planète représente à peine 2 % des masses d'eau et que seule l'eau douce donne et prolonge la vie ?

L'eau est produite par nos arbres qui, depuis leurs racines, vont chercher l'eau des nappes souterraines avant de l'exsuder par leurs feuilles, eau que recueil-

des subventions de l'Europe et de la France avant d'engranger des profits. Pour « décarboner », il leur faut des quantités massives de « biomasse ». Entendez par là cultures vivrières, mais surtout arbres. Ces arbres, quand on les laisse en paix, sont aussi des puits de carbone. Mais si on les coupe en masse, cette vertu disparaît, et quand ils brûlent comme maintenant, ils relarguent des quantités inimaginables de CO₂. Sont-ils aveugles, les « décarbonateurs » ? Ne voient-ils pas l'évidente destruction complète du vivant par le feu ?

sion néerlandais. Nous nous organisons, sur toute la chaîne, des Catalans aux Basques, pour tenter d'empêcher qu'ECHO - située sur la plateforme de Lacq et qui veut faire du carburant pour l'aviation à partir de la « biomasse » - ne s'en prenne aux arbres des Pyrénées. Car la planète a besoin d'eux, et nous les Humains n'avons que cette planète finie. Alors, chênes, tilleuls, ormes, hêtres, frênes, châtaigniers, sapins et pins, nous vous défendrons ! Deux assos « Touche pas à ma forêt Pyrénées » et « Forêts Vivantes Pyrénées » vous invitent, les 26

et 27 septembre 2026, au Festival de la Forêt et du Monde habitable venez nous y rejoindre, à Nestier, dans les Hautes Pyrénées, à la limite de l'Ariège.

Notre but est de sanctuariser les arbres, la forêt et son biotope, l'Eau et les zones humides.

Nous autres pyrénéens, depuis plus d'un siècle, nous partageons notre eau, grâce au Canal de la Neste, œuvre des ingénieurs du XIXe siècle, pour que le Gers puisse boire et arroser et pour que la Garonne ne soit pas un cloaque à Toulouse. Ce qui reste de nos glaciers alimente les Gaves pour que Pau ait de l'eau. Nous voudrions que nos forêts soient jardinées et non surexploitées, n'en déplaise aux décarboneurs, avides d'argent frais. Nous voulons, en accord avec la Confédération paysanne, que nos champs produisent des légumes et des céréales variés sur des sols vivants et peu labourés. Nous voulons une nourriture saine pour nos animaux et non du maïs ou du soja pour alimenter les méthaniseurs ou servir de « biomasse » aux décarboneurs. Les prairies devraient être pacagées par des animaux en liberté, comme les estives destinées à la transhumance.

Mais ce beau rêve est menacé par la canicule qui s'installe, qui jaunit les prairies, qui tarit les sources et qui fait dépérir les arbres et les cultures. Menacé aussi - et plus encore - par ECHO qui prétend déforester les Pyrénées pour faire du carburant de synthèse pour les avions et les tankers. Alors que ce carburant, imaginé pour « verdier » l'aviation ne représentera jamais que 2 % du volume total, les Pyrénées se retrouveront à nu, sans puits de carbone ni eau potable « entre mirage et fuite en avant », titre de l'article de Dominique Cellier, d'Attac Rouen qui conclut en disant que « *le recours aux carburants alternatifs pour l'aviation ne constituera pas une transition énergétique ou écologique, compte-tenu du développement du transport aérien et des choix*

de la part des compagnies et des gouvernements de ne pas vouloir le limiter » et « qu'il n'y aura pas de solution sans maîtrise et décroissance du transport aérien ». Mais comment l'obtenir ? D'autant que (dernière nouvelle !) l'État vient de reconnaître ECHO *projet d'intérêt national majeur*. Ce qui permet d'accé-

léner certaines exigences procédurales. Autrement dit, la lutte est encore devant nous, il nous faut résister. Ensemble, nous vaincrons !

● **Michel et Monique Sanciaud pour Attac65**



HABITER LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ?

De juin à ce début septembre, le continuum de canicules et d'incendies aura marqué nos vies, quelle que soit la violence avec laquelle il nous aura percuté, quelles que soient les pertes qui auront été les nôtres, car nous avons toutes et tous perdu une part de communs.

Les échos de cet été 2026 ne sont pas silencieux, ils résonnent douloureusement avec l'histoire des méga feux dont nous pensions (comme toujours) que cela ne nous concernait pas vraiment. En septembre 2020, le site d'accueil des sinistrés/es des incendies historiques balayant l'Oregon est évacué devant l'avancée des flammes. La même année, le Brésil sous l'extrême droite de Bolsonaro avait connu les feux sciemment allumés pour chasser ici les populations amazoniennes, ailleurs pour gagner des terres pour des cultures commerciales dont la seule issue est l'exportation. En France, en 2003 l'observatoire des forêts recense 73000 ha brûlés, 60 000 ha en 2022.

Cette chronologie indique les dimensions éminemment politiques de la planification territoriale. Elle annihile toute surprise face à une crise étudiée, annoncée et documentée que d'aucuns voudraient encore présenter imprévisible. La surprise n'est pas possible comme il n'est pas possible de se dédouaner en indiquant que l'influence du phénomène El Nino depuis juillet serait seule et unique responsable des anomalies climatiques pour 2026-2027, probablement supérieures à celles de l'épisode de 2024. **Le déni de la science (dont le climatoscepticisme) est un tissu d'intérêts politiques, économiques et médiatiques grâce auquel se maintiennent les conditions du *business as usual*, de la continuité de la performance productiviste, de l'extractivisme et de l'injonction à la surconsommation.** Le doute permanent jeté sur les travaux scientifiques, qu'ils soient médicaux ou de sciences

« La surprise n'est pas possible »



© Serge d'Ignazio

humaines et sociales participe de l'alimentation de la bataille culturelle de l'extrême droite.

Ainsi, la sidération n'est pas de mise. Ce que nous vivons résulte de choix politiques : artificialisation des sols, dégradation des forêts, dépendances aux économies fossiles, marchandisation du logement et le recul des services publics. Nous vivons les conséquences du capitalisme qui refuse la vulnérabilité des êtres humains et leur appartenance au vivant et leur préfère l'immédiateté des réponses et des rendements. Dans ce contexte, le soin, les communs ne sont jamais une priorité.

Habiter le dérèglement climatique c'est ancrer les transformations environnementales dans la vie quotidienne et savoir que nous ne l'habitons pas à égalité. La chaleur n'est pas la même dans la maison isolée et entourée de végétation que dans un appartement sous les toits. La canicule ne se vit pas pareil selon les emplois. Comme lors des confinements, les métiers invisibilisés du care sont en tension, rien n'a changé, sinon les applaudissements. **Habiter le dérèglement climatique c'est aussi défaire la peur, comme outil de gouvernement.** Si l'Etat a failli à mettre en œuvre une réelle politique d'aménagement du territoire, il aura continué d'infantiliser, de déposséder les habitants des choix qui déterminent leurs conditions d'existence, d'imposer un solutionnisme techniciste rapide. S'il fait chaud, climatisons ; s'il faut des réponses rapides et techniques, produisons des villes smart et leurs centres de données, qu'importe si cela assèche toute végétation alentour, qu'importe si cela exclut la population la plus précaire et la plus vulnérable. L'habitabilité est un marché : il faut de l'argent pour accéder à l'ombre, à l'air conditionnés, aux congés estivaux. Pour les autres, il reste les îlots de chaleur urbains.

Cette dépossession de la vie quotidienne est un outil de la suppression de la démocratie réelle ou à tout le moins la suppression des moyens d'y accéder.

● Corinne Luxembourg

NATURE ANTICAPITALISTE

Le vivant est communiste ! Il se rebelle contre la domination capitaliste avec plus de force que ce qu'a pu le faire les internationales communistes. La COVID a paralysé le monde, a stoppé les machines.

Mais la nature ne fait pas dans le détail. En se défendant contre le capitalisme prédateur, elle s'attaque aussi aux humains, en frappant plus fort encore les victimes de la prédation capitaliste.

Le vivant ne dit pas «l'humain d'abord», il cherche à rétablir un écosystème où la vie ne puise pas plus de ressources que la capacité de la planète a les renouveler. Les canicules donnent à voir ce que nous aurons à survivre puissance 10. Cela se passe à l'échelle mondiale et dans chaque corps humain.

C'est là, maintenant, peut-être, que nous pouvons reprendre conscience d'habiter ce monde, d'être du vivant, solidaire de celui-ci.

Peut-être, car cette conscience momentanée de la catastrophe en cours et à venir, est rapidement refoulée par la difficulté de penser et vivre l'alternative politique. **« Notre époque s'adonne au démon de la vitesse et c'est pour cette raison qu'elle s'oublie si facilement elle-même. »** (*La lenteur* de Milan Kundera)

Nous étions nombreuses et nombreux à applaudir les « salariés-es essentiels/les » pendant la COVID, à déclarer qu'il ne fallait pas revenir à « l'anormal » après la crise. Et le consumérisme est reparti de plus bel.

Communistes, nous avons longtemps partagé avec les libéraux, l'illusion d'un monde sans fin, sans limite, avec la possibilité de trouver une réponse technologique à tous les problèmes. Nous avons oublié que lutter contre toutes les dominations, c'était aussi

lutter contre la domination de l'Humain sur le vivant.

L'auteur marxiste Kohei Saito dans son ouvrage *Moins écrit* : « *Si l'on veut éviter un état de barbarie dominé par les milices d'extrême droite, (...) il faut des communautés autonomes et du soutien mutuel. Nous devons inventer des moyens démocratiques pour sécuriser et distribuer les biens nécessaires. C'est Pourquoi, pour nous préparer aux crises à venir nous devons dès aujourd'hui développer nos capacités d'autonomie et d'entraide. De fait, la pandémie nous a appris que nous ne pourrions pas compter sur l'État pour nous aider* ». Et il ajoute plus loin dans l'ouvrage « *Par conséquent, pour lutter contre la crise climatique, il faut transformer la démocratie* ».

C'est là qu'on peut reprendre des réflexions de Murray Bookchin sur le communalisme :

« *Là où des changements sociaux provoqués ne s'alimentaient pas à une conscience populaire formée et informée, ils devaient finalement être imposés par la terreur - et les divers mouvements se sont sauvagement retournés contre leurs idéaux humanistes et libérateurs les plus chers et ont fini par les dévorer.* »

Peut-être nous faut-il définir un communalisme du XXI^e siècle qui se fixe comme objectif de lutter contre l'apolitisme qui détruit nos capacités d'agir, qui développe des lieux de prise de conscience « d'habiter le monde ». Des espaces qui se fixent comme objectif d'unir producteurs et consommateurs, citoyens/nes et salariés/es, ou la personne se retrouve dans toutes ses dimensions en capacité d'agir sur son cadre de vie et de travail.

C'est sûrement à ce niveau qu'il faudra réfléchir définition des besoins, objectifs de production des entreprises, aménagement du territoire... **Un lieu où l'on travaille une écologie sociale d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique par la coopération**

sociale, les activités autoorganisées, un sentiment de classe et d'identité locale ouverte sur le monde...

● **Patrice Leclerc**



© Cerises la coopérative

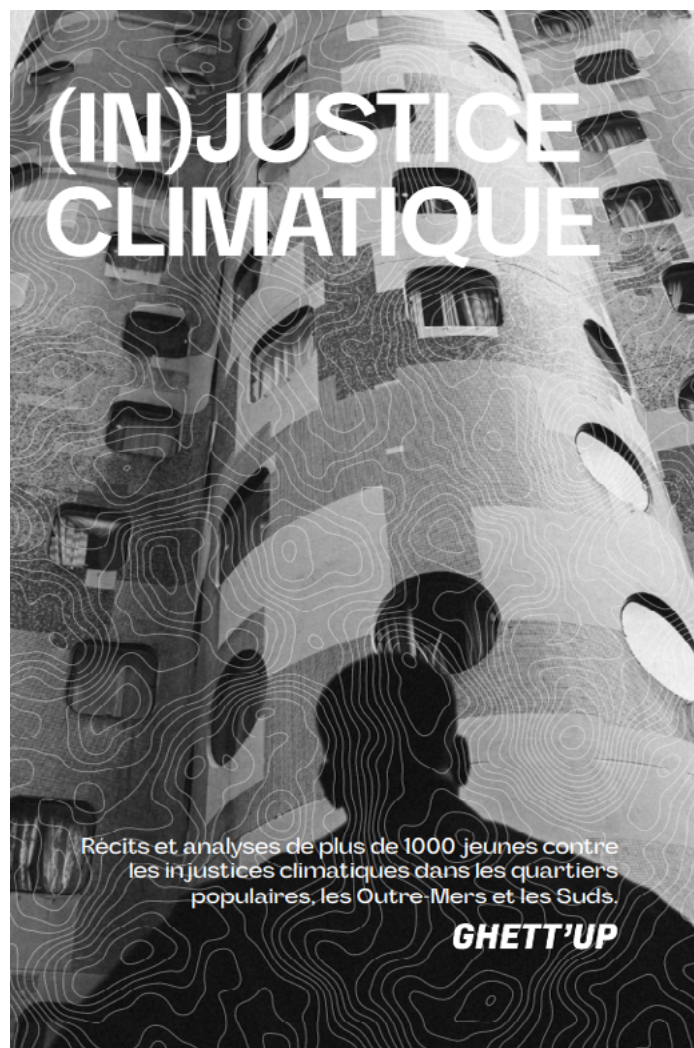
(IN)JUSTICE CLIMATIQUE DE GHETT'UP

Ce petit ouvrage de 100 pages est un rapport fait par et pour les quartiers populaires. S'il a la dent dure facile « contre les travaux sociologiques mainstream » (on voudrait des noms) il a la qualité des verbatims des habitants/es des quartiers populaires et la précision des données qui démontrent l'injustice climatique. Nous ne sommes pas tous égaux face à la pollution, et ce n'est pas génétique, quand par exemple les aménageurs pensent installer des aspirateurs à pollution dans le village olympique en Seine St. Denis pour les athlètes de passage et que dans le même temps des aménageurs construisent un groupe scolaire sans protection ou dispositif spécial à proximité de l'échangeur autoroutier qui desservira ce village olympique.

A l'injustice sociale, ce rapport ajoute « *le racisme environnemental* ». Certes il y a le fait que c'est dans les quartiers populaires « *qu'il y a la proportion de personnes nées à l'étranger la plus importante* », mais ce racisme se caractérise aussi avec des lois qui s'appliquent différemment en France Hexagonale et aux Antilles pour le Chlordécone, à Mayotte pour l'accès à l'eau, etc... Une écologie décoloniale est à penser pour la France et le monde.

« *La crise climatique est une crise des démocraties* » et sa résolution ne peut se faire sans la prise de parole, l'action des citoyens/nes et particulièrement des habitants/es des quartiers populaires, les enfants d'immigrés, sans avancer sur une mise en œuvre d'une écologie populaire qui reconnaissent les racines profondes des inégalités liées au climat. Il faut valoriser les savoirs faire et êtres des couches populaires, en termes de savoir réparer, cultiver, consommer moins, etc. **Le rapport cite de multiples expériences existantes dans les quartiers populaires d'appropriation par des citoyens/nes de tous âges sur les enjeux climatiques, souvent en bute à une non-reconnaissance par les institutions, trop souvent éloignées des processus décisionnels locaux.**

Là est l'enjeu démocratique, l'enjeu pour développer l'engagement. « *Nous ne sommes pas les victimes passives de la crise climatique, nous sommes les bâtisseurs d'un avenir durable* ». Tout le contenu du rapport vise à montrer que les jeunes des quartiers populaires ne sont pas seulement



des participants/es pour une écologie plus juste et pour tous, ils sont au cœur du changement. Et plus les porte-paroles et les actions reflètent les trajectoires, les réalités, ainsi que les références symboliques et culturelles des jeunes des milieux populaires, mieux le message passe et plus de vocations se créent. Cela est bien démontré par cette « recherche qui part de la base ».

Comme communiste, j'y trouve de nombreux éléments qui confortent l'idée que le changement ne peut se faire sans la participation et la conscience active des gens, de la jeunesse des quartiers populaire en particulier, des pistes pour travailler des convergences.

Restent mes interrogations pour trouver le chemin qui part d'une prise de conscience de l'injustice climatique à celle du nécessaire dépassement du système capitaliste qui use de ces dominations sur l'être humain et la nature ?

● Patrice Leclerc

<https://www.ghettup.fr/injustice-climatique>

TERRITOIRES : URGENCE D'AVENIR, EXTRÊME URGENCE D'AGIR!

« *Il est trop tard pour être pessimiste.* »
D. Tanuro / « *Au commencement était l'acto.* » F. Engels

Cet été n'est pas un épisode météorologique « hors norme », mais une répétition de la « nouvelle norme » dû au dérèglement climatique aux effets sociaux, écologiques et économiques toujours plus catastrophiques ! La longue surdité aux alertes scientifiques et citoyennes a des conséquences désastreuses pour nous et bientôt irréversibles pour les générations futures !

L'inaction climatique a des causes accablantes. Impotence étatique, incurie politique, insouciance sociétale, inconséquence générationnelle, et dénis des réactionnaires nous rendent toujours plus fragiles, vulnérables, et condamnent le futur. Productivisme, consumérisme, marchandisation, accumulation de profits et de rentes, pollutions et carbonations massives, extractions et exploitations systémiques effrénées produisent les métropoles invivables, les villes étouffantes et inondables, les campagnes désertifiées, l'insécurité alimentaire, l'extinction de la biodiversité, et bouleversent tous les milieux naturels indispensables à la vie. Sans une révolution écologique et économique, sociale et sociétale, politique et culturelle, le capitalisme mortifère, les privilèges des prédateurs climatiques, les logiques explosive des dominations et inégalités rendront notre monde inhabitable, sans échappatoire, nul refuge pour personne, aucun havre d'entre-soi.

« La biorégion c'est une refondation citoyenne des territoires »

La (re)structuration des territoires c'est du temps long. Tarder la rendra plus compliquée, douloureuse, et un jour impossible. Nous pouvons, encore, bifurquer vers d'autres manières de faire société et monde ensemble. Pas de recette miracle pour inventer notre futur, mais une décolonisation radicale de nos imaginaires et pratiques. Pas de retour possible vers un passé idéalisé : hier préindustriel, avant-hier précolonial, avant-avant-hier précapitaliste... ne peuvent répondre aux besoins et aspirations de plus de 8 milliards de terrestres ! **Demain c'est des déjà-là éprouvés à améliorer, des déjà-là néfastes à démanteler, et un foisonnement d'expérimentations à évaluer et faire évoluer en permanence.**

Les matrices de solutions contextuelles soucieuses des singularités géophysiques, bioclimatiques, écosystémiques et socio-historiques doivent orienter toute mobilisation, toute politique, l'intégralité du budget national et l'ensemble des interrelations du local au mondial. Pas de vivre ensemble sans préservation, soin, consolidation des (biens) communs, et donc sans souveraineté raisonnable et partagée des ressources finies. La biorégion c'est une refondation citoyenne des territoires, une façon inédite de les penser, ménager, p/réparer et régénérer, source d'intelligence collective et d'agir en commun. Une symbiose entre les humains, les vivants, la nature, avec les ressources renouvelables et des modes d'habiter, de vie, d'activité, de déplacement tout autres. Autonomies et coopérations devront organiser coévolutions et codéveloppements solidaires à toutes les échelles assurant une sécurité existentielle et subsistantielle pour tout-e-s. C'est un sol socle du vivant avant d'être un foncier fonctionnel, un cycle et les usages de l'eau reconsidérés, des productions, constructions, aménagements décarbonés et sobres, pour réduire drastiquement l'empreinte écologique, raisonner en cohérence et

« Arracher le futur des mains des irresponsables pour sauvegarder un avenir habitable ensemble »

coût globaux inclusifs de toutes les « externalités », et supprimer la fracture de la dette sociale-écologique des territoires bien servis des dominants (métropoles, centres, Nord global) envers les territoires servants des dominés (campagnes, banlieues, Sud global). Ce sont aussi des artefacts vertueux pour chacun/e. **L'indispensable neuf de haute qualité au diapason des enjeux vitaux sera peu impactant. 80% des artefacts territoriaux de 2050 existent d'ores et déjà !** C'est le défi inouï de l'existant : démétropoliser un territoire mutilé par les entassements et éparpillements, désurbaniser les villes (perméabilisations, îlots de fraîcheur...), repenser les réseaux d'infrastructures (routières, ferroviaires, fluviales, maritimes, aériennes, logistiques, énergétiques, télématiques...), et adapter tout le patrimoine qui nous constitue : bâti (l'impérative suppression des bouilloires dans le respect des architectures...) et paysager (anticiper, accompagner et conforter les évolutions faunistiques, floristiques et agroécologiques...).

Les décisions politiques font défaut par manque de luttes pour les imposer ! Il est vital d'arracher le futur des mains des irresponsables pour sauvegarder un avenir habitable ensemble : vertueux, émancipateur, désirable et soutenable !

● **Makan Rafatdjou.**



L'EAU ET LA SANTÉ

L'eau est un élément essentiel pour le maintien en bonne santé de la population et sa qualité doit être une priorité des politiques publiques. En effet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considère que l'accès à une eau potable de qualité est un des déterminants les plus importants de la santé publique. Ainsi, l'accès à une eau de qualité a été un des grands progrès au cours du 20^e siècle pour faire reculer des maladies infectieuses, source d'une importante mortalité, en particulier chez les enfants. Aujourd'hui, le problème n'est plus la contamination par des microbes, mais celle par des contaminants chimiques dont la liste s'allonge d'année en année : nitrates, arsenic, plomb, pesticides, microplastiques, perturbateurs endocriniens, PFAS, etc. N'en déplaise à ceux qui nient cette réalité pour privilégier l'économie au détriment de la santé publique, les conséquences sont connues et s'aggravent au fil du temps : augmentation des cancers et baisse de la fertilité.

Or nous subissons la marchandisation d'une ressource naturelle qui est et doit rester un bien universel. La France est à l'avant-garde dans cette dérive avec l'entreprise Veolia qui est considérée comme le premier groupe mondial de distribution d'eau dans le monde. Nous sommes également un des pays où la consommation d'eau en bouteilles plastiques est très importante et la France fait partie des plus gros marchés européens, pour le plus grand profit de Nestlé et Danone qui dominent ce secteur.

Ce qui est le plus inquiétant est la collusion entre le monde politique et ces grandes entreprises afin qu'elles puissent développer leur activité en limitant, voire en supprimant les législations qui ont été mises en place ces dernières années. Le meilleur exemple tout récent est la

loi Duplomb, mais elle ne constitue que la partie émergée de l'iceberg de ce qui a été obtenu par les actions de lobbying de ces entreprises prédatrices, tant au niveau mondial que français.

Pour bien comprendre, il faut mettre en lumière la perversité de la logique capitaliste. L'agriculture et l'industrie polluent l'eau avec de multiples produits chimiques dont la production génère de généreux bénéfices. La baisse de la qualité de l'eau ouvre alors le marché du traitement de l'eau par d'autres entreprises aux intérêts liés. A cela s'ajoute, le développement du marché de l'eau embouteillée qui est estimé selon les sources entre 300 et 450 milliards de dollars par an. Ce chiffre est à comparer à celui qui est avancé pour parvenir à un approvisionnement universel en eau potable sur la planète qui est de 150 milliards de dollars, soit la moitié !

Il y a donc urgence à sortir de ce capitalisme du désastre pour faire de l'eau un bien universel à préserver. Pour cela, il faut bloquer toutes les sources de pollution, car la bonne solution en termes de santé publique est de préserver la qualité primitive de l'eau et non pas de nous vendre de soi-disant solutions technologiques pour la rendre de nouveau propre à la consommation. Cela constitue un mensonge, quand notre santé est impactée par des toxiques résiduels, notamment les PFAS et les microplastiques.

● Dr Christophe Prudhomme

En Mars 2023 Cerises consacrait le dossier à
L'eau, nouvel or mondial ?





Les Irresponsables

Le grand intérêt du livre est de déplacer la question traditionnelle : Comment Hitler a-t-il réussi à conquérir le pouvoir ? vers une autre question : Qui a décidé de lui donner le pouvoir ? La période mars 1930 - janvier 1933, période durant laquelle le régime parlementaire se désagrège, les gouvernements gouvernent de plus en plus par décrets présidentiels (l'équivalent de notre 49-3) et de moins en moins par une majorité parlementaire. C'est essentiel, car cela détruit une représentation trop simple de la montée du nazisme : celle d'une démocratie qui aurait fonctionné normalement jusqu'au jour où Hitler aurait remporté les élections. Le parti nazi obtient certes des résultats électoraux importants mais Hitler n'est pas élu chancelier par le peuple allemand. Le 30 janvier 1933, c'est le président Von Hindenburg qui le nomme chancelier, après les manœuvres politiques de conservateurs convaincus qu'ils pourront le contrôler. C'est là que le titre prend tout son sens : les « irresponsables » sont ceux qui ont cru pouvoir jouer avec le feu politique sans en subir les conséquences. Chapoutot établit des parallèles entre la crise de la démocratie allemande et certaines évolutions contemporaines : affaiblissement du parlementarisme, concentration du pouvoir exécutif, crise de la démocratie, montée de l'extrême droite et tentation d'une partie des élites de considérer celle-ci comme une force avec laquelle il serait possible de composer.

● Daniel Rome

Les Irresponsables, qui a porté Hitler au pouvoir ? Johann Chapoutot, Gallimard-essais, 304 pages, 21€



Fjord

Un film réactionnaire ?

Palme d'or, pour la deuxième fois, du festival de Cannes 2026, le réalisateur roumain Cristian Mungiu défend son dernier film en butte à des critiques parfois radicales.

L'histoire, en partie vraie, est connue : un couple roumano-norvégien s'installe en Norvège avec ses cinq enfants. Le couple est de religion évangélique et élève ses enfants de manière conservatrice, dans la foi et la lecture de la Bible. Le drame se noue lorsqu'une des enseignante découvre, lors d'un cours d'éducation physiques, des traces de ce qui pourraient être des coups sur le corps de la jeune Elia, la fille aînée du couple. La procédure norvégienne se met en marche : signalement, police, aide à l'enfance qui enlève les enfants au couple et les placent en famille d'accueil, procès, et...

Mungiu refuse de juger et c'est, semble-t-il, ce qui lui est reproché. Il n'a pas choisi de faire un film dans lequel il distribuerait des bons et des mauvais points, avec les gentils parents et le vilain service public d'aide à l'enfance (ou inversement). Et c'est bien tout l'intérêt et l'ambiguïté de « Fjord » puisque le spectateur est, par moment, « du côté » des parents puis « du côté » des institutions dont le but est de protéger les enfants d'éventuelles violences. Tour à tour exaspéré par les uns, puis par les autres. Mungiu plaide pour un monde capable d'écouter l'autre, forcément différent et qui peut porter des valeurs antagoniques. Jusqu'où : c'est ce que le film ne dit pas.

[Version longue sur le site de Cerises](#)

● Françoise Lamontagne

Fjord, réalisation Cristian Mungiu, sortie août 2026, 146 minutes, avec Sebastian Stan, Renate Reinsve, Vanessa Ceban, Jonathan Ciprian Breazu



Verts de rage

«Faut leur tirer dans la gueule » ! Cette consigne ignoble des forces de l'ordre à Saint-Soline n'est que l'acmé exemplaire d'une répression aussi ancienne que les luttes écologiques ! F. Jarrige poursuit ici son inlassable travail d'histoire critique du travail, des techniques et de l'environnement. Dans une approche méthodologique il distingue quatre grandes périodes de luttes environnementales : lutte pour la nature et la subsistance (XIXème siècle); lutte pour la préservation du patrimoine naturel face aux excès d'une industrialisation de plus en plus généralisée (fin XIXème - mi XXème siècle); essor et intensification des luttes face à l'exacerbation et l'accélération des destructions (seconde moitié du XXème siècle); et les mobilisations et soulèvements contre le réchauffement climatique (premier quart du XXIème siècle). A travers des vues d'ensemble, des exemples et des études de cas, il montre les continuités, dynamiques, diversités et spécificités à l'œuvre, et démontre que plus l'urgence est grande, plus fortes sont les tentatives de marginalisation, les réactions de déni, la lutte idéologique entre reconnaissance et disqualification, et surtout la répression étatique. C'est là une contribution salutaire à la lutte contre la dépolitisation des enjeux, valeurs et intérêts au cœur des pratiques de transformation écologique.

● Makan Rafatdjou

François Jarrige, *Verts de rage Deux siècles de luttes environnementales en France*, 2026, Éditions du Détour, 272 pages, 22,90 € ; Voir aussi A.-Cl. Ambroise-Rendu, S. Hagimont, Ch.-F. Mathis, A. Vignon : *Une histoire des luttes pour l'environnement*, 2021, Les éditions Textuel, 303 pages, 45 €



Le dernier des siens

Envoyé étudier en 1835 la faune d'Europe du Nord, le jeune Gus se retrouve à recueillir un pingouin. L'un des derniers, tant cet animal est chassé pour sa peau, sa viande et autres trafics.

Mais le rapatriement est compliqué ; des liens se tissent entre l'humain et l'animal. Un apprentissage réciproque, les découvertes de leurs eux mondes. Le récit de cette sorte d'amitié constitue à lui seul un intérêt de grande qualité. Ce pingouin, dont il se sent désormais responsable, le dernier de son espèce sans doute, à connaître les sensations, l'instinct, le langage, dépositaire ultime de plus de cent mille ans d'existence terrestre.

Ce livre est aussi une réflexion profonde sur le vivant. Gus observe ainsi « les usages anciens à travers ce pingouin ». Il y notait la mue du vivant. Ce compagnonnage nous offre les intersections entre ces deux mondes, la création d'un rapport singulier échappant à la domination annoncée de l'humain sur le reste du vivant. Le séjour aux îles Féroé ne fait que renforcer ces interactions.

On voit l'écho que ce récit peut susciter face aux désarrois climatiques du monde actuel ; Plus largement à l'irresponsabilité, chasseresse ici, des humains.

Quelques pages pointent combien se moquer d'un animal est cruel autant que dérisoire.

Ce roman n'est pas la relation d'une histoire vraie mais elle est solidement documentée. Une belle découverte, aisée à la lecture, intelligente à la pensée...

● Patrick Vassallo

Le dernier des siens, Sibylle Grimberty, éditions Anne Carrière, 2022, 192 pages, 18,90€, poche 7,50€

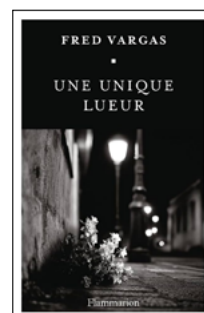


Le mythe de la machine

C'est l'une des pensées critiques précurseur de l'écologie les plus importantes du XX^{ème} siècle, encore trop méconnue en France. Pour l'auteur notre civilisation est marquée par ce qu'il a qualifié de manière inaugurale la « mégamachine » : l'ensemble du corps social devenu une organisation hiérarchique centralisée par la puissance autonome de l'État, déployant mondialement une omnipotence technique capable de prouesses fabuleuses mais génératrices de destructions inouïes. Ni technophobie, ni technolâtrie, c'est la matrice de la part monstrueuse de notre modernité pouvant aller jusqu'à l'autodestruction qui doit être remise en question. Les reniements et désastres devenus aussi, sinon plus, importants que les promesses, et la quête sans limite du profit et de la puissance despotique surdéterminant le devenir des humains, de la nature, et de la planète, nous obligent d'interroger les fondements d'un « progrès » otage d'une technique devenue levier de domination : selon quelles valeurs se déterminent les finalités de nos artefacts ? Comment distinguer le souhaitable et le néfaste, l'indispensable et le superflu ? Selon quelles modalités sont opérés ces choix ? Au fond qui maîtrise réellement quoi, à partir de quelles connaissances partagées ?

● Makan Rafatdjou

Lewis Mumford : *Le mythe de la machine*, Tome 2 : *Le Pentagone de la puissance*, 2026, Éditions Encyclopédie des nuisances, 665 pages, 35€ ; Tome 1 : *Technique et développement humain*, 2019, même éditeur, 432 pages, 28€ ; *Technique autoritaire et technique démocratique*, 2021, *La Lenteur*, 112 pages, 10€ ; *Art et technique*, 2024, *La Lenteur*, 168 pages, 15€ ; *La cité à travers l'histoire*, 2011, Agone, 926 pages, 39€



Une unique lueur

Cette dernière livraison de Fred Vargas conserve précieusement le climat qui préside à ses narrations. On y retrouve avec plaisir le commissaire Adamsberg et son équipe, leurs manies et leur psychologie. On retrouve aussi, dans Paris, les niveaux temporels chers à l'archéologue et son jeu entre des échos historiques de différentes dimensions. L'intrigue en déroule une première autour de Laureen Bacall et d'Humphrey Bogart. Leur idylle nous fait faire une incursion en Californie, moins pour se dépayser que pour élargir le suspense... et ses origines (?). Tout en partageant quelques savoirs et manières de faire de l'orfèvrerie « haut de gamme ».

Une deuxième trame, qu'utilise souvent Vargas, est tissée autour la méthode d'enquête du commissaire, les intuitions de son équipe, la procédure et les méandres dont plus d'une fois on s'interroge sur leur issue.

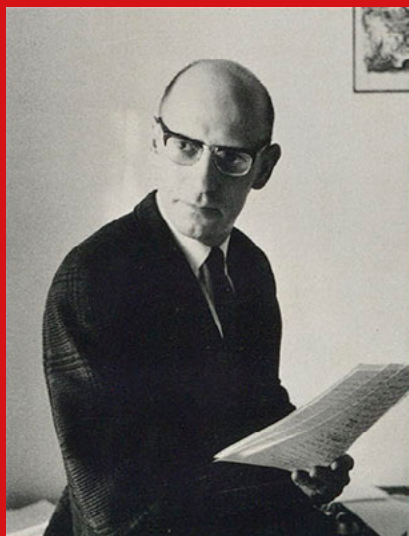
En troisième lieu, c'est aux féminicides qu'est consacrée cette enquête. Le déroulé nous confronte aux dérives d'un amoureux putatif, d'une frustration névrotique de la domination masculine. Ce livre n'est certes pas un traité de criminologie ou une thèse sociologique. Mais c'est avec justesse et une certaine finesse que plusieurs déviations criminelles qui portent les féminicides sont ici pointées.

La chute ne plaira pas aux syndicats policiers. Tant pis !

Cette lecture, copieuse, est agréable.

● Patrick Vassallo

Une unique lueur, Fred Vargas, Flammarion, avril 2026, 528 pages, 23€, e-book 15,99 €



FOUCAULT VIVANT

Foucault est né le 15 octobre 1926. On va bientôt commémorer le centenaire de sa naissance. En 2024 déjà, pour le quarantième anniversaire de son décès, on a assisté à un phénomène étonnant : des centaines, des milliers peut-être, de conférences, de colloques et de rencontres dans un nombre impressionnant de pays du Nord comme du Sud avaient été consacrés au philosophe. Pas sûr qu'il aurait apprécié l'inflation exégétique mondiale dont il est aujourd'hui l'objet. S'il a accédé au plus haut lieu de la recherche, à savoir le Collège de France, ce n'était pas pour que son œuvre fût un jour livrée aux commentaires infinis, aux publications exhaustives, aux enlacements érudits. Il était certes suffisamment averti des logiques historiques du savoir pour anticiper un destin semblable. Mais qu'il l'ait souhaité est une autre affaire. Refuser par testament toute publication posthume était une prise de position. Il s'agissait par-là de **signifier que seule la pensée en train de se faire comptait à ses yeux, non le résultat à un instant donné, toujours provisoire, d'un travail**. S'il est un concept central et moteur chez Foucault c'est celui d'expérience, un concept qui à ma connaissance n'a été mis en évidence que par Pierre Sauvêtre dans un ouvrage trop peu connu¹. **Son œuvre ne devrait être lue qu'en considérant ce mouvement continu de remise en chantier, d'expérimentation incessante, de créativité inlassable**. Foucault se voyait, se vivait même comme un lutteur, comme un analyste subversif des modes de pouvoir, comme un « dynamiteur », formule qu'il emploie dans l'un de ses cours. Mais attention, la bombe était conceptuelle, théorique, et c'était déjà beaucoup. Il avait peut-être en tête cette remarque de Mallarmé à propos des attentats anarchistes : « je ne sais pas d'autre bombe qu'un livre ».

La commémoration de Foucault devient donc un fait social planétaire. On doit se demander quelles sont les conséquences, quels sont les dangers du « devenir classique » de sa recherche. Par « devenir classique » j'entends le travail éditorial et universitaire qui fait d'un auteur que l'on a connu vivant, remettant tous les jours en question ses propres catégories de pensée, ses certitudes, ses acquis, un « géant de la pensée » au même titre que les grands philosophes de nos manuels scolaires. On m'objectera qu'il n'y a pas contradiction entre le fait d'être l'objet d'une telle vénération planétaire et celui d'offrir encore des ressources à la pensée critique et à l'action politique et sociale. C'est vrai, mais le risque d'étouffement d'une voix subversive existe quand l'université avec l'aide de l'édition s'empare d'un auteur, le glorifie plutôt que de le discuter et fige sa pensée en quelques formules clés, en quelques concepts définitifs. On sait ce qu'on gagne en savoir sur l'œuvre faite, on ignore trop ce qu'on risque de perdre : le tranchant d'une pensée révolutionnaire en mouvement. Foucault n'est pas un philosophe universitaire comme les autres, il n'est pas que cela. **Il est un penseur de la subversion, de l'expérience transformatrice de soi et du monde**. À ce titre, il mérite plus que jamais des discussions sérieuses et honnêtes et des prolongements neufs pour une actualité qui n'est plus la même. C'est en ce sens seulement qu'il restera vivant.

● **Christian Laval, Août 2026**

1. Pierre Sauvêtre, *Foucault pas à pas*, Ellipses, 2017.



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>